

Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

Laurier Turgeon, Célia Forget et Marie-Claude Rocher

Volume 7, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038385ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038385ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise d'ethnologie

ISSN

1703-7433 (imprimé)

1916-7350 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Turgeon, L., Forget, C. & Rocher, M.-C. (2009). Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique. *Rabaska*, 7, 279-285.
<https://doi.org/10.7202/038385ar>

Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

6115, Pavillon Jean-Charles-Bonenfant

Université Laval

2345, allée des Bibliothèques Téléphone : (418) 656-2131, poste 13571

Québec (Québec)

Courriel : Laurier.Turgeon@hst.ulaval.ca

G1V 0A6

Toile : www.patrimoine-immateriel.ulaval.ca

« L'INVENTORISATION » : nouveaux outils de sauvegarde et de diffusion du patrimoine culturel immatériel

Si le patrimoine culturel est aujourd'hui objet de réflexion, de recherche et de débats, on peut déplorer qu'il soit encore fréquemment associé à des catégories ethnoculturelles étanches et des identités originaires enracinées dans des lieux et des temps immuables. La notion de patrimoine exprime souvent un désir de récupération et de restauration de restes ou de traces, mais traite peu de la création. Le patrimoine évoque ce qui disparaît, mais trop rarement ce qui apparaît. Les travaux et réflexions de la Chaire veulent remettre en cause cette perception passéiste du patrimoine culturel – matériel et immatériel – et faire ressortir le caractère dynamique de celui-ci en mettant l'accent sur le mouvement, les mutations et les mélanges. Il est urgent de se pencher sur l'émergence des nouvelles pratiques culturelles dans les sociétés contemporaines et de comprendre les processus de leur genèse. Cette transmission implique la médiation et l'appropriation, et est entraînée par la conservation. Par ailleurs, la reconnaissance des composantes intangibles du patrimoine a pris récemment une tournure décisive lors de l'adoption de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel*, par l'UNESCO en 2006. Outil de protection contre l'homogénéisation des cultures, le patrimoine immatériel souligne la diversité culturelle tant dans sa transmission et sa transformation permanente que par son pouvoir de revitalisation des communautés.

Dans cette perspective, la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, sous la direction de Laurier Turgeon, mène depuis 2007 deux grands chantiers d'inventaire multimédia, l'un (IREPI) dans le domaine très vaste du patrimoine culturel immatériel et l'autre (IPR) dans celui, plus spécifique, du patrimoine immatériel religieux. Ces deux entreprises scientifiques partagent trois lignes directrices. Ainsi, toutes deux ont nécessité la création d'une méthodologie novatrice de sauvegarde et de valorisation du patrimoine immatériel par le développement d'outils numériques et l'usage

de l'Internet. En effet, le grand défi pour conserver et faire connaître ce patrimoine, c'est de rendre tangible ce qui est intangible – et que le tout soit accessible. La Chaire a donc développé une méthodologie de l'inventaire vivant qui comprend la cueillette en terrain à l'aide des technologies numériques, leur conservation immédiate sur plateformes multimédias, l'analyse et le traitement de ces données et, enfin, la diffusion rapide des résultats de la recherche. Cette méthodologie permet, d'une part, une conservation systématique et documentée d'éléments ciblés du patrimoine immatériel et, d'autre part, une diffusion simple des résultats de la recherche, rendant ceux-ci aisément accessibles sur Internet.

Les deux projets d'inventaire ont également en commun la volonté d'encourager le processus d'appropriation et de mise en valeur du patrimoine immatériel par la communauté dont il est issu. Souscrivant aux principes de la recherche-action qui, selon l'ethnologue Jean Simard, vise « à redonner de façon organisée à leurs propriétaires les savoirs qu'ils nous ont confiés », nos équipes ont pour mission de diffuser les résultats de la recherche en organisant, de concert avec les intervenants locaux, des activités permettant au public de découvrir, de s'approprier ou de se réapproprier son propre patrimoine. Cette méthode permet aux étudiants d'appuyer cette démarche, par des stratégies directes de mise en valeur : conférences, articles de journaux, soirées, expositions temporaires, émissions de télévision ou de radio communautaire, etc. Enfin, les chantiers d'inventaires constituent tous deux d'excellents contextes de formation théorique et pratique pour les futurs ethnologues. Plus d'une quarantaine d'étudiants des 2^e et 3^e cycles ont ainsi été formés au Laboratoire d'enquête ethnologique et de multimédia pour répondre aux besoins urgents de sauvegarde d'un patrimoine de plus en plus vulnérable. Les étudiants ont ainsi participé aux différentes étapes préparatoires au travail de terrain, depuis la théorisation initiale, tels l'élaboration du cadre conceptuel de l'inventaire, l'identification des cibles, la nomenclature et classification des données et l'adaptation de la grille Du Berger jusqu'aux éléments pratiques, tels la définition du protocole d'entrevue, la structure du questionnaire, la gestion des fiches analytiques et de la base de données en ligne, sans compter la manipulation des outils techniques.

A. IREPI : l'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel

L'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel du Québec (IREPI) est un chantier scientifique d'envergure nationale qui vise à identifier les ressources ethnologiques des régions du Québec et à documenter cet espace culturel traditionnel. Un tel inventaire contribue à renouveler la notion de patrimoine ethnologique, témoin d'un dynamisme social et économique, et à lui attribuer un caractère actuel, vivant et évolutif. Il vise à

identifier, à documenter et à valoriser des savoirs, des savoir-faire et des pratiques qui se trouvent sur le territoire du Québec et qui contribuent à sa richesse et à sa diversité ; il vise également à reconnaître les porteurs et porteuses de traditions et à permettre à l'ensemble de la population de découvrir l'impact du patrimoine immatériel sur la dynamique culturelle, économique et sociale du milieu de vie contemporain. Outre la Chaire de recherche en patrimoine ethnologique, quatre partenaires subventionnent le projet : le ministère de la Culture, des communications et de la condition féminine (MCCCF), le ministère des Affaires municipales et des régions (MAMR), la Société québécoise d'ethnologie (SQE) et le Musée québécois de culture populaire (MQCP).

Évolution d'un inventaire vivant

La préparation du projet a débuté à l'automne 2003, avec les travaux exploratoires du comité scientifique constitué de Laurier Turgeon (CRC), Bernard Genest (MCCQ), Jean Simard (SQE), Michèle Paradis (MCPQ) ainsi que de deux étudiants stagiaires (Christine Bricault et Jocelyn Gadbois). Durant les deux premières années de travail, un projet pilote d'inventaire dans deux régions différentes (trois MRC de la Mauricie et la Petite-Italie, à Montréal) a permis de peaufiner les outils méthodologiques et d'amorcer un travail d'enquête orale avec la collecte de témoignages et de documents sur le terrain. L'année suivante a vu s'effectuer le traitement des entrevues, la saisie des données dans les fiches-inventaires numérisées et le formatage multimédia. La firme informatique OpenPole a conçu une application en source libre grâce à laquelle il est possible de traiter en direct avec des équipes localisées n'importe où dans le monde et d'intégrer rapidement leur travail dans le répertoire commun désormais accessible à l'adresse suivante : www.patrimoine-immateriel.ulaval.ca. Le site donne accès à des fiches multimédias, des extraits vidéos et sonores, et des données photonumériques présentant des entreprises, des organismes, des individus, des fêtes, des rituels, des jeux et des lieux qui contribuent à définir le Québec actuel, mettant en lumière des aspects aussi variés que les métiers traditionnels, la musique, les contes, l'art populaire, les produits du terroir, les marchés publics et la médecine traditionnelle. Sur le site, la recherche peut s'effectuer de trois façons : à l'aide de mots-clés (recherche simplifiée), par la sélection de dix critères, eux-mêmes subdivisés en fonction de la grille Du Berger (recherche avancée), ou par localisation géographique, en cliquant sur une carte du Québec.

L'inventaire en mouvement et ses retombées dans les communautés

Le travail de terrain a été réalisé par une vingtaine d'équipes d'étudiants et

professionnels de recherche, en 2007 et 2008, dans les principales régions du Québec : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Estrie, Lanaudière, Mauricie, Montérégie, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, de même que dans deux communautés autochtones, les Inuits de Puvirnituk et les Innus de la Côte-Nord. Les mêmes équipes ont également inventorié les festivals à travers le Québec. Ces enquêtes ont permis de colliger au total 585 ressources, le tout en fiches faciles à consulter et accessibles sur le portail d'IREPI. L'un des objectifs majeurs de l'IREPI étant la valorisation du patrimoine immatériel à l'intérieur même des communautés, chaque équipe avait comme mandat de favoriser la diffusion des résultats de ses enquêtes, par l'organisation d'activités culturelles locales. Ces activités prennent la forme d'émissions radiophoniques ou télévisuelles, d'articles publiés dans les organes locaux¹, de conférences², de veillées et d'expositions³.

Impact international : conservation et rayonnement scientifique

L'élaboration d'une nouvelle méthodologie permettant d'inventorier l'immatériel et de rendre cet inventaire presque immédiatement accessible par support électronique a suscité un grand intérêt parmi les chercheurs et les spécialistes de la conservation patrimoniale, au Québec et à travers le monde. Présenté, entre autres, dans plusieurs importants colloques internationaux (AFS/ACEF 2007, CTHS 2008, ICOMOS 2008, Forum des jeunes chercheurs et professionnels en patrimoine 2008), l'IREPI a également fait l'objet d'une conférence spéciale donnée par Laurier Turgeon à l'invitation de Rieks Smeets, alors chef de la section du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO à Paris, en décembre 2007. La réunion avait pour but d'élaborer les directives d'application de la Convention du patrimoine immatériel dans différents contextes nationaux et la démarche s'est poursuivie en avril 2009 à New-Delhi, en Inde.

Les avantages de cette méthode de conservation du patrimoine immatériel ont un impact maximum dans les situations où celui-ci est particulièrement vulnérable. C'est le cas en Haïti, par exemple, alors que, suite aux conditions climatiques dévastatrices qui ont sévi dans ce pays en 2007-2008, l'inventaire du patrimoine immatériel revêt une importance et une urgence accrue. Ainsi, c'est à la demande du ministre de la Culture de ce pays qu'a été lancé l'inventaire, en décembre 2008. Avec les partenaires haïtiens, la collaboration s'est élaborée à l'intérieur du programme de maîtrise en patrimoine dirigé

1. Plus de 40 articles ont ainsi paru. Voir : <http://www.ethnologie.chaire.ulaval.ca/index.php?id=20> et <http://www.ethnologie.chaire.ulaval.ca/index.php?id=19>.

2. <http://www.ethnologie.chaire.ulaval.ca/index.php?id=43>.

3. <http://www.ethnologie.chaire.ulaval.ca/index.php?id=18>.

conjointement par l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval et l'Université d'État d'Haïti. De même, un partenariat a été établi avec le Musée panafricain de la musique du Congo-Brazzaville dirigé par Jean-Jules Kouloufoua, afin de lancer un inventaire du patrimoine immatériel musical africain. Plusieurs collaborations internationales sont en voie de se réaliser, telles la Mission ethnologie, du ministère de la Culture en France, qui désire établir un projet d'inventaire du patrimoine culturel immatériel en France, ainsi que le projet d'inventaire de l'ethnomusicologue Françoise Lempereur, chercheuse responsable du volet de l'inventaire du patrimoine immatériel en Belgique, et enfin, des pistes prometteuses ont été amorcées avec la Chine lors du symposium sur le patrimoine numérique à Beijing en 2008.

B. IPIR : INVENTAIRE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL RELIGIEUX DU QUÉBEC

La conservation du patrimoine religieux présente, au Québec, une problématique dont l'urgence s'impose de façon croissante. Or, c'est dans le patrimoine immatériel que se découvrent, par le biais de l'histoire orale, les rites, les fêtes, les us et coutumes des communautés religieuses, les savoirs et savoir-faire transmis de génération en génération dans les institutions. En plus de documenter un pan peu et mal connu du religieux, le patrimoine immatériel donne donc sens au patrimoine matériel, permet de le comprendre et, partant, de le conserver intelligemment. Ce constat, à l'origine de la Commission de la culture sur le patrimoine religieux, a provoqué une mobilisation intersectorielle pour la sauvegarde d'un bien commun éminemment vulnérable. C'est donc à l'invitation du MCCCCF que la Chaire a présenté un projet de « conservation par inventarisation » pour répondre le plus adéquatement et rapidement possible à la recommandation 7 du rapport de la Commission de la culture (juin 2006) portant sur la nécessité de procéder à un inventaire du patrimoine immatériel religieux. Le mandat de la Chaire était d'évaluer les enjeux et de définir les éléments d'une stratégie de déploiement d'un vaste inventaire ethnologique appliqué au patrimoine immatériel religieux.

La conservation par « l'inventarisation »

Forte de l'expérience de l'IREPI, l'équipe de chercheurs de la Chaire, appuyée par des membres de communautés religieuses et par le MCCCCF, a adapté la méthodologie aux spécificités d'une enquête ethnologique en milieu confessionnel. Mais si les connaissances techniques étaient aisément transposables, les cadres conceptuel et analytique exigeaient un remaniement plus important. D'emblée, le champ de recherche s'est avéré plus complexe qu'il n'y paraissait : diversité des communautés catholiques, variations à l'intérieur même des confessions protestantes, juives et orthodoxes, et

subtilités de la spiritualité des Premières Nations. La conception des outils de classement et d'analyse a fait ressortir des nuances dans la nomenclature et exigé une restructuration des paramètres opérationnels. Par ailleurs, la méthodologie devait également permettre le versement des données recueillies sur le terrain dans la banque de données ministérielle (PIMIQ et son portail, le Répertoire du patrimoine culturel du Québec). Cet arrimage offre l'occasion à la fois de diffuser largement les résultats de la recherche universitaire et de mettre en valeur une richesse souvent méconnue du patrimoine québécois.

Le projet pilote de l'inventaire du patrimoine immatériel religieux débutait en 2007, dans neuf communautés de différentes traditions religieuses. Lors de cette phase préliminaire, plus de 150 témoignages ont été recueillis auprès des porteurs de tradition, dont les extraits audio et vidéo et des descriptions textuelles de récits de pratiques, de lieux, d'objets et de vies seront mis en ligne. L'inventaire national s'échelonnait sur une période de trois ans. Dix ethnologues réaliseront des inventaires dans des communautés qui ont été sélectionnées en tenant compte de divers paramètres tels l'ancienneté, la représentativité confessionnelle, la situation précaire, le ratio hommes/femmes, la localisation géographique et la représentation urbaine/rurale. Le site du patrimoine immatériel religieux du Québec sera mis en ligne en octobre 2009.

Réseautage et diffusion au Québec et outre-mer

S'inscrivant, comme l'IREPI, dans la perspective de la recherche-action, l'IPIR a comme l'un de ses objectifs principaux la diffusion et la valorisation du patrimoine immatériel religieux. Chaque équipe d'inventaire a donc mandat d'organiser des activités en lien avec la collecte d'information pour mettre immédiatement en valeur la ressource ethnologique identifiée et ainsi avoir des retombées positives pour le détenteur du savoir et du savoir-faire. Les interventions sur le terrain se font donc sur deux plans : cueillette et identification des ressources et mise en valeur par la publication d'articles dans les journaux, la participation à des émissions de radio, etc. Le résultat de ces activités sera disponible sur le site électronique. Tous les participants à ces deux projets souhaitent que la méthode amène les communautés à se réapproprier les pratiques par des stratégies directes de mise en valeur et que les inventaires deviennent eux-mêmes une forme d'action économique et culturelle, permettant la participation des communautés locales dans les actions de mise en valeur et de réappropriation des pratiques patrimoniales.

ANNEXE : PUBLICATIONS

Laurier Turgeon et Louise Saint-Pierre, « Prolégomènes à une base de données multimédia du patrimoine religieux immatériel du Québec : conserver pour

communiquer », dans S. Lefèvre (dir.), *Le Patrimoine religieux du Québec - Éducation et transmission de sens*, Québec, PUL, 2009, p. 47-65.

Laurier Turgeon et Louise Saint-Pierre, « L'Inventaire du patrimoine religieux immatériel du Québec : conserver pour communiquer », *Ethnologies*, vol. 31, n° 1, 2009, p. 201-233.

LAURIER TURGEON, CÉLIA FORGET et MARIE-CLAUDE ROCHER

Laboratoire de muséologie et d'ingénierie de la culture (LAMIC)

Pavillon Casault, local 3545
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4

Téléphone : (418) 656-2131, poste 3822
Courriel : Philippe.Dube@hst.ulaval.ca
Toile : www.lamic.ulaval.ca

Le LAMIC est un laboratoire de muséologie implanté au cœur de l'ancien Centre muséographique de l'Université Laval. Il est désormais opératoire, suite à une phase intensive de construction, rénovation et installation qui s'est déroulée de septembre 2006 à mai 2007. Notre équipe a requalifié le Centre muséographique en un lieu de recherche permettant de mesurer l'expérience muséale sous toutes ses formes : diffusion, éducation et conservation. L'approche canadienne et québécoise de la muséologie contribue à la renommée internationale de nos savoir-faire culturels. Nous souhaitons permettre tant au milieu professionnel qu'à celui de la formation universitaire de faire des recherches approfondies qu'ils ne peuvent mener, faute d'infrastructure. À l'aide d'un équipement technologique qui autorise, en termes mesurables, l'examen de l'expérience muséale, nous comptons objectiver l'appréciation des visiteurs et fournir des données précises aux acteurs culturels dans ce domaine effervescent.

L'an 3 du LAMIC

L'année qui vient de se terminer (juin 2009) pour le Laboratoire de muséologie et d'ingénierie de la culture a été ponctuée de nombreux projets, événements et activités : conférences, visites et démonstrations (voir « Au chapitre du rayonnement »). De plus, l'assemblée générale constitutive a eu lieu en avril 2009 (procès-verbal par Lydia Bhérier-Vidal), afin d'échanger autour du projet des statuts et règlements. Une autre assemblée aura lieu à l'automne 2009, afin d'élire le comité de direction et le comité scientifique. Mentionnons aussi que le LAMIC a eu une directrice intérimaire, Françoise Lucbert, pour la session d'hiver 2009, étant donné l'engagement du directeur Philippe Dubé à l'Université Paris III (voir « Au chapitre de la recherche »).